

## BUDGET 2025 RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES COMITE SYNDICAL du 6 mars 2025

En application des dispositions législatives, il convient que le Comité Syndical débattenne des orientations budgétaires avant le vote du budget.

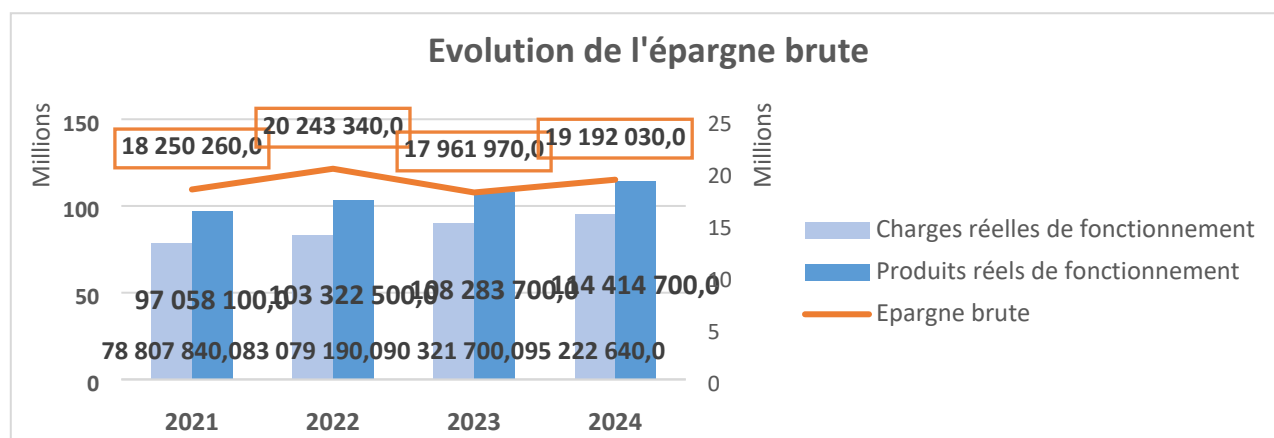
Le présent rapport est mis à disposition du public au siège du Syndicat des Mobilités de Touraine.

### **I. Le contexte de la préparation budgétaire 2025**

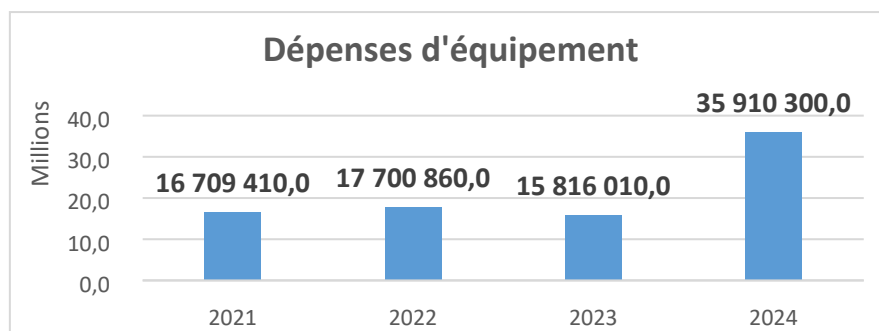
Les résultats issus du CA 2024 sont le premier déterminant du projet de budget 2025 et une rétrospective budgétaire sur les années 2021 à 2024 permet d'apprécier l'évolution de la situation financière du syndicat au cours de ces dernières années.

L'évolution de l'épargne brute, différence entre les recettes et dépenses réelles de fonctionnement, permet de s'assurer de la bonne adéquation entre l'évolution des recettes et dépenses, et donc de mesurer la capacité d'autofinancement.

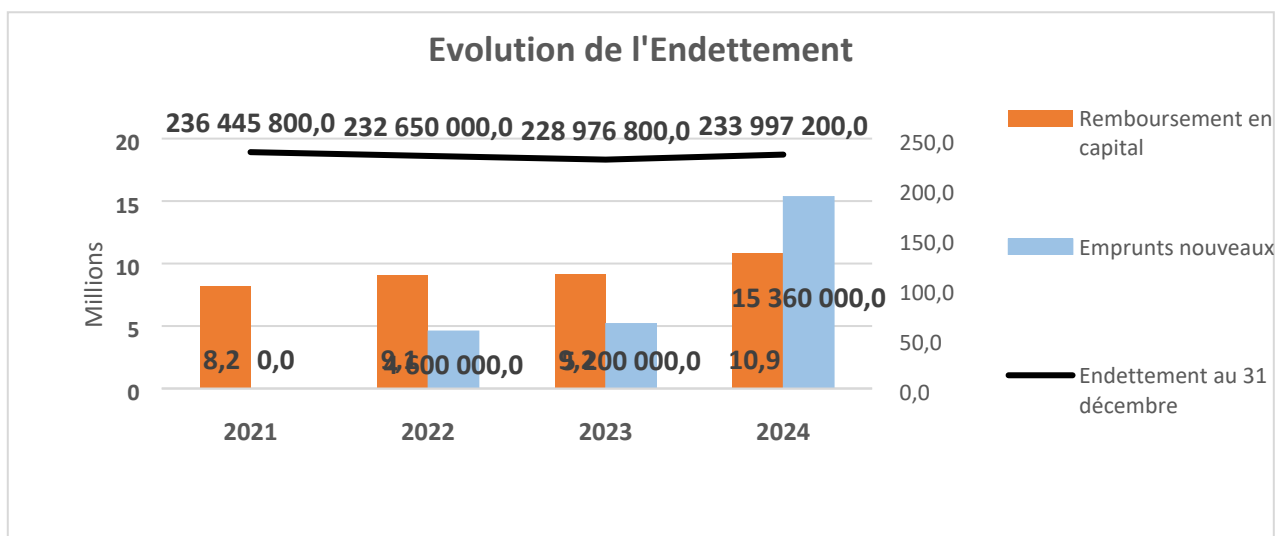
Cette épargne brute est relativement stable sur la période observée, puisqu'oscillant entre 18 et 20M€ :



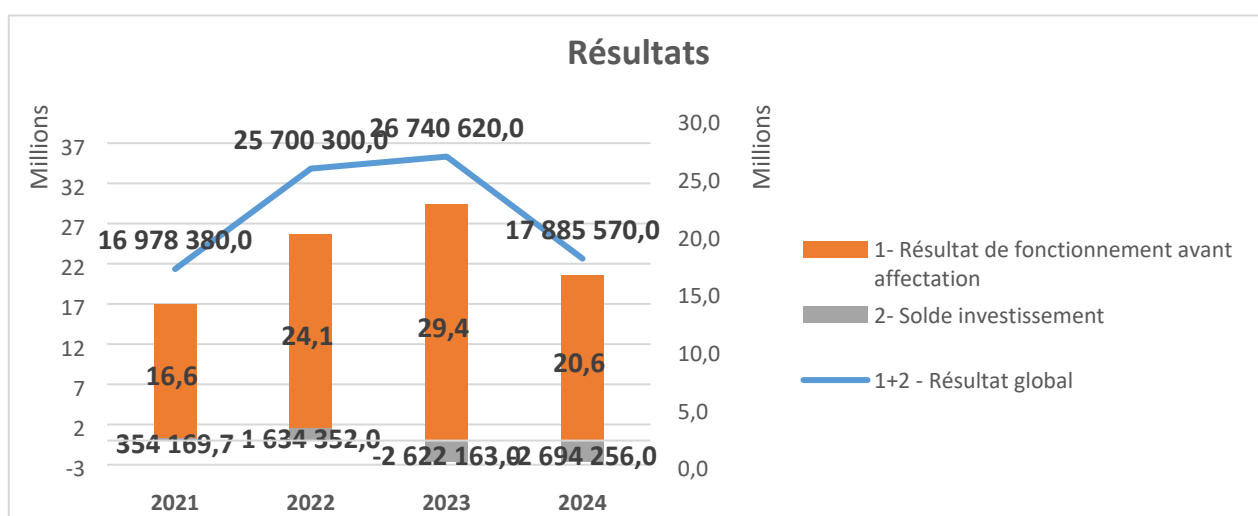
Le niveau de l'investissement (dépenses d'équipement) a fortement augmenté en 2024 (+20,1M€) :



Cette hausse de l'investissement en 2024 a nécessité un recours accru à l'emprunt, d'où l'évolution du niveau de l'endettement de +5M€ entre 2023 et 2024 :



Cette hausse de l'endettement de +5M€ entre 2023 et 2024 reste mesurée par rapport à celle des dépenses d'équipement (+20,1M€), d'où la diminution du résultat global 2024 qui sera reporté sur 2025 :



C'est donc une part des dépenses d'équipement de 2024 qui ont été financées à partir des résultats reportés antérieurs.

## **II. Les orientations budgétaires 2025**

Le contenu du rapport de présentation des orientations budgétaires est strictement défini par la loi. Il comprend notamment, les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement, l'évolution du besoin de financement annuel, la présentation des engagements pluriannuels, des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette et une présentation des principaux éléments de gestion des ressources humaines.

### **SECTION DE FONCTIONNEMENT**

#### **A. RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

Les recettes de fonctionnement atteindraient 141,3M€ et seraient constituées des postes suivants :

Recettes de fonctionnement en M€		BP 2024	CA 2024	OB 2025	Evolution BP à BP	Evolution BP à BP (%)
002	Résultat reporté	26,74	26,74	17,89	-8,86	-33%
70	Produits des services	25,03	27,71	27,39	2,35	9%
73	Impôts et taxes	78,49	79,84	81,10	2,61	3%
74	Dotations, subventions et participations	2,89	3,08	5,84	2,95	102%
-	Autres produits	3,17	3,79	3,09	-0,08	-3%
042 (2)	Opérations d'ordre de transfert entre section	6,87	6,25	6,02	-0,85	-12%
<b>Total recettes de fonctionnement :</b>		<b>143,20</b>	<b>147,41</b>	<b>141,32</b>	<b>-1,88</b>	<b>-1%</b>

##### **1. COMPTE 002 - REPRISE DU RÉSULTAT 2024**

Il s'élèverait à 17,9 M€ après déduction des 2,69M€ pour combler le besoin de financement de la section d'investissement (cf. les points C et D), montant inférieur à celui de l'année précédente.

La présentation du compte administratif 2024 à venir permettra de disposer d'une analyse détaillée de l'exécution budgétaire de l'année qui aboutit à ce résultat, mais on peut d'ores et déjà dire que cette diminution de résultat résulte d'une hausse importante des dépenses d'équipement financée pour partie à partir des résultats reportés (cf. partie I - Le contexte de la préparation budgétaire 2025).

##### **2. CHAPITRE 70 - RECETTES LIÉES À L'EXPLOITATION DU SERVICE DE TRANSPORT**

Les recettes de billetterie reversées par le délégataire sont estimées en 2025 à 27,4 M€, prévision proche du montant perçu en 2024 (27,7 M€). Il n'est donc pas anticipé de variation significative de la fréquentation et les ajustements de tarifs seront quant à eux neutres sur le niveau des recettes à percevoir.

##### **3. CHAPITRE 73 - VERSEMENT TRANSPORT**

Pour mémoire, le taux du Versement mobilité (ex. versement transport) est de 2%.

Le montant du versement mobilité est estimé pour 2025 à 81,1 M€, en hausse de 3% par rapport au montant prévu en 2024 (78,5M€).

#### **4. CHAPITRE 74 – DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS**

La première ressource de ce chapitre est la dotation globale de décentralisation avec 2,6 M€ perçus en 2024, montant reconduit en 2025.

A ce montant s'ajoute en 2025 une subvention de la Métropole de 3M€ pour le financement de la construction de la ligne 2 de tramway et de ses composantes.

Cette subvention entre dans le cadre des dispositions des articles L1221-112 et L1512-2 du Code des transports qui prévoient que le financement des services de transports public régulier de personnes est assuré par les usagers et le cas échéant par les collectivités publiques, ces dernières versant leurs contributions éventuelles par voie de subvention ou de fonds de concours.

Il est précisé que la Métropole a par délibérations successives des 18 décembre 2017, 24 septembre 2018, 17 décembre 2019 et 22 mai 2023, Tours Métropole Val de Loire :

- approuvé les objectifs et les modalités de la concertation préalable,
- adopté les orientations issues du bilan de concertation publique,
- décidé des éléments de définition du projet de deuxième ligne de tramway et ses composantes,
- décidé la poursuite du projet de construction de la ligne 2 de tramway et son principe de financement.

En outre, d'un point de vue budgétaire, la Métropole intègre les subventions de fonctionnement à une autorisation d'engagement (n° C3\_AE2401 - 240100PAE) et celles d'investissement à une autorisation de programme (n° C3\_AP2013 - 201201P).

Les montants de ces subventions sont amenés à évoluer avec l'actualisation de la prospective budgétaire du syndicat. L'actualisation de ces montants dans le cadre du futur vote du BP 2025 par rapport à ceux mentionnés au BP2024 serai la suivante :

Rep.	Objet	Montant total	Réalisé avant 2024	Réalisé 2024	Reste à financer	2025	2026	2027	2028	2029	2030 et plus
Subventions fonct. :											
1	BP2024	268,2	1,0	0,0	267,2	3,0	6,0	9,5	16,7	18,5	213,5
2	Actualisation BP2025	247,0	1,0	0,0	246,0	3,0	3,0	8,5	14,0	15,0	202,5
Subventions Invest. :											
3	BP2024	103,4	17,0	0,0	86,4	4,0	2,0	0,0	0,0	0,0	80,4
4	Actualisation BP2025	58,6	17,0	0,0	41,6	2,0	2,5	2,2	0,2	0,0	34,7
5=1+3	Total : BP2024	371,6	18,0	0,0	353,6	7,0	8,0	9,5	16,7	18,5	293,9
6=2+4	Actualisation BP2025	305,6	18,0	0,0	287,6	5,0	5,5	10,7	14,2	15,0	237,2
6-5	Variation	-66,0	0,0	0,0	-66,0	-2,0	-2,5	1,2	-2,5	-3,5	-56,7

Ces subventions de la part de la Métropole, tant en investissement qu'en fonctionnement, font l'objet de conventions annuelles de financement et un projet de convention annuelle pour l'année 2025 sera soumis pour adoption aux membres du conseil syndical avec le projet de budget primitif 2025.

Les subventions perçues en investissement apparaissent au chapitre 13 des recettes d'investissement (cf. ci-après).

## **5. AUTRES PRODUITS**

La redevance d'occupation du domaine public versée par le délégataire s'élèvera à 1,4M€, à laquelle s'ajoute la compensation par l'Etat du relèvement du seuil des personnes assujetties au versement transport (274 k€), la régie vélociti (260k€), des produits financiers (300k€) et des cessions d'immobilisations (500 k€).

Par ailleurs, 0,3 M€ sont prévus pour la reprise partielle de la provision constituée en vue du remboursement de l'avance de l'Etat en 2020 de 7,8M€ au titre des pertes de recettes usagers. En effet, l'avenant à la convention signée avec l'Etat prévoit que ce remboursement doit s'opérer de 2024 à 2030 inclus.

## **6. CHAPITRE 042 - AMORTISSEMENT DES SUBVENTIONS**

L'amortissement des subventions perçues sera de 6 M€.

Cette recette d'ordre a pour corollaire une inscription à l'identique en dépense d'investissement (chapitre 040).

## **B. DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Pour rappel, les délégations de service public relatives d'une part, à l'exploitation du réseau de bus et tramway Fil Bleu et d'autre part au service Fil Blanc (transports des personnes à Mobilités réduite), ont pris fin au 31 décembre 2018.

La DSP mise alors en place pour la période 2019-2025 reprenait les deux anciennes DSP et après mise en concurrence, avait été attribuée à la société KEOLIS.

L'exercice 2025 portera les dépenses de cette délégation de service public qui assure une continuité de service avec les années précédentes.

Pour rappel, l'ancien service de location de vélos « Velociti » antérieurement inclus dans la DSP du Transport urbain, est géré en régie directe à l'accueil vélo et rando.

Les dépenses de fonctionnement atteindraient 141,3 M€ et seraient constituées des postes suivants :

Dépenses de fonctionnement en M€		BP 2024	CA 2024	OB 2025	Evolution BP à BP	Evolution BP à BP (%)
011	Charges à caractère général	82,59	81,59	83,29	0,70	1%
012	Charges de personnel	1,76	1,60	1,82	0,07	4%
65	Autres charges de gestion courante	3,17	2,57	2,65	-0,52	-16%
66	Charges financières	9,26	9,30	9,78	0,52	6%
-	Autres charges	0,25	0,16	0,13	-0,12	-47%
023	Virement à la section d'investissement	25,36		23,95	-1,41	-6%
042 (1)	opérations d'ordre entre section (amortissements)	20,82	31,61	19,69	-1,12	-5%
<b>Total dépenses de fonctionnement :</b>		<b>143,20</b>	<b>126,83</b>	<b>141,32</b>	<b>-1,88</b>	<b>-1%</b>

## **1. CHAPITRE 011 - CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRAL**

Les charges à caractère général sont évaluées à la somme de 83,3 M€ (+1% par rapport au BP 2024) et sont composées des postes suivants :

### **a) Contrat pour l'exploitation du réseau des transports**

Le contrat inclut :

- l'exploitation du réseau bus et tramway et l'exploitation du service Fil Blanc pour la Métropole et les 3V,
- l'accompagnement en exploitation de la future ligne 2 du tramway.

Les options qui ont été levées sont :

- le Transport à la demande,
- les navettes électriques de proximité,
- la desserte urbaine des 3V,

Les dépenses de l'exercice 2025, liées à l'exploitation du réseau urbain, sont estimées à 80,45 M€ (79,3 M€ au BP2024).

### **b) Autres charges à caractère général**

Les autres charges à caractère général sont évaluées à 2,85 M€ et intègrent les postes de sous-traitance (1M€), d'études (0,4M€), de locations immobilières (0,3M€).

## **2. CHAPITRE 012 - DÉPENSES DE PERSONNEL**

Les crédits prévisionnels s'élèveraient à 1,82M€ en 2025 en augmentation de +4% par rapport au BP 2024.

A noter qu'il est produit en annexe une présentation de la structure des effectifs et de l'évolution des dépenses de personnel.

### **3. CHAPITRE 65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE**

A ce titre, les dépenses sont évaluées à 2,65 M€ dont le financement des services scolaires gérés directement par les communes ou syndicats de communes ou par la Région pour 1,9M€ et des subventions aux associations pour 0,32 M€.

### **4. CHAPITRE 66 - INTÉRÊTS DE LA DETTE**

Le montant des intérêts de la dette sur l'exercice 2025 est évalué à 9,8 M€, soit un montant supérieur au BP 2024 (cf. les éléments produits ci-après en matière d'endettement en recette d'investissement, au chapitre 16).

### **5. AUTRE CHARGES**

Une inscription de 0,1M€ serait prévue pour des remboursements de versements mobilité.

### **6. CHAPITRE 68 – DOTATION AUX PROVISIONS**

Aucune provision n'est prévue puisque celle jusqu'à maintenant constituée en vue du remboursement de l'avance perçue en 2020 de 7,8M€ au titre des pertes de recettes usagers n'est plus à opérer. En effet, le remboursement de cette avance a débuté en 2024 (voir ci-dessus).

### **7. CHAPITRE 023 ET 042 - AUTOFINANCEMENT**

L'autofinancement prévisionnel est composé de deux sources. La première est la dotation aux amortissements (composante du chapitre 042), obligatoire et fonction du patrimoine de la collectivité. La seconde est le virement prévisionnel de la section de fonctionnement à la section d'investissement (chapitre 023).

Cet autofinancement prévisionnel serait de 43,7M€ en 2025, en diminution par rapport au BP 2024 (46,2 M€) en raison du moindre report de résultat de l'année précédente (17,9M€ reporté sur 2025 contre 26,7M€ sur 2024), alors que les prévisions de recettes de fonctionnement de l'exercice progressent significativement plus que celles des dépenses de fonctionnement :

<b>Evolution du Fonctionnement (en M€)</b>	<b>Repère</b>	<b>BP2024/2025</b>
Recettes réelles de fct (RRF) hors recettes exceptionnelles	val.	8,2
	%	7,5%
Dépenses réelles de fonctionnement (DRF) hors dépenses exceptionnelles	Val.	0,8
	%	0,8%

Cette progression des recettes réelles de fonctionnement s'accompagne d'une maîtrise du niveau des dépenses réelles de fonctionnement, d'où l'amélioration du niveau de l'épargne :

Epargne (en M€)	Repère	BP 2024	OB 2025
RRF hors reprise de résultat et produits exceptionnels	1	108,7	116,9
DRF hors charges exceptionnelles	2	96,9	97,7
<b>Epargne brute</b>	<b>3=1-2</b>	<b>11,8</b>	<b>19,2</b>
Remb. en capital	4	10,4	11,1
<b>Epargne nette</b>	<b>5=3-4</b>	<b>1,3</b>	<b>8,1</b>

## SECTION D'INVESTISSEMENT

### C. RECETTES D'INVESTISSEMENT

Les recettes d'investissement atteindraient 144 M€ et seraient constituées des postes suivants :

Recettes d'investissement en M€		BP 2024	CA 2024	OB 2025	Evolution BP à BP	Evolution BP à BP (%)
10	Dotations et fds propres	2,62	2,62	2,69	0,07	3%
13	Subventions d'investissement	2,13	0,24	11,31	9,18	431%
16	Recours à l'emprunt	16,10	15,36	35,36	19,26	120%
238	opérations comptables : intégration à l'actif	21,00	3,10	51,00	30,00	143%
021	Prélèvement en provenance de la section de fct.	25,36		23,95	-1,41	-6%
040	opérations d'ordre entre section (amortissements)	20,82	31,61	19,69	-1,12	-5%
<b>Total recettes d'investissement :</b>		<b>88,03</b>	<b>52,94</b>	<b>144,01</b>	<b>55,98</b>	<b>64%</b>

#### 1. COMPTE 001 – SOLDES N-1 / CHAPITRE 10 – DOTATION ET FONDS PROPRES

Le résultat en investissement du compte administratif 2024 ferait ressortir un besoin de financement de 2,69M€ (Cf. dépenses d'investissement), d'où l'affectation partielle au chapitre 10 de cette somme prélevée sur le résultat de fonctionnement.

#### 2. CHAPITRE 13 - SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Au titre de l'exercice 2025, il est prévu de percevoir :

- des subventions de l'Etat (9M€)
- une participation de la part de la Métropole pour le financement de la ligne 2 du Tram de 2M€. Cette subvention sera intégrée au projet de convention annuelle avec la métropole qui sera soumis pour adoption aux membres du conseil



syndical avec le projet de budget primitif 2025 (cf. explications apportées au chapitre 74).

### **3. CHAPITRE 16 - EMPRUNT**

Le besoin de financement 2025 des investissements nécessiterait de recourir à l'emprunt à hauteur de 35,3 M€, besoin justifié par le programme d'investissement mentionné ci-après.

### **4. OPÉRATIONS COMPTABLES D'INTÉGRATION A L'ACTIF**

Les 51M€ inscrits à ce titre en 2025 sont nécessaires pour la passation des écritures comptables d'intégration à l'actif des investissements réalisés par le mandataire dans le cadre de la ligne 2 de tramway. Cette inscription budgétaire devra se poursuivre dans les années futures jusqu'à l'achèvement de ce projet sur la base du montant inscrit au titre des avances versées au mandataire.

L'inscription de cette recette a son équivalent en dépense d'investissement et donc ne pèse pas sur l'équilibre du BP2025, mais revient à opérer une double-comptabilisation des investissements réalisés par le mandataire avec la reprise des avances qui lui sont versées pour leurs intégrations à l'actif.

### **5. CHAPITRES 021 ET 040 - AUTOFINANCEMENT**

Il s'agit des montants inscrits en dépenses de fonctionnement, aux chapitres 023 et 042 qui totalisent 43,7M€.

## **D. DÉPENSES D'INVESTISSEMENT**

Le tableau qui suit récapitule les inscriptions budgétaires en dépenses d'investissement qui totalisent 144M€ :

Dépenses d'investissement en M€		BP 2024	CA 2024	OB 2025	Evolution BP à BP	Evolution BP à BP (%)
001	Solde N-1	2,62	2,62	2,69	0,07	3%
16	Emprunts et dettes assimilées	11,14	10,85	11,12	-0,02	0%
20 à 23 hors 238	Dépenses d'équipement	46,40	15,73	73,18	26,78	58%
238	opérations comptables : avances et intégration à l'actif	21,00	20,18	51,00	30,00	143%
-	Autres dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	33%
040	opérations d'ordre de transfert entre section	6,87	6,25	6,02	-0,85	-12%
<b>Total dépenses d'investissement :</b>		<b>88,03</b>	<b>55,64</b>	<b>144,01</b>	<b>55,98</b>	<b>64%</b>

### **1. SOLDE N-1**

Il s'agit du besoin de financement issu du CA2024 de 2,69M€ qui serait comblé par une affectation partielle du résultat excédentaire de fonctionnement (Cf. le point C).

## 2. CHAPITRE 16 - CAPITAL DE LA DETTE

Le remboursement du capital de la dette s'élèvera à 11,1 M€, soit un montant équivalent à celui du BP 2024. Cette somme intègre le remboursement annuel de l'avance de l'Etat (1,1M€) et les plans d'amortissements des emprunts contractualisés (10M€).

S'agissant de l'encours actuel de la dette, les principales caractéristiques sont les suivantes :

Endettement (en M€)	Repère	BP 2024	OB 2025	BP 2026 (montant maximum)
<b>Dettes au 1/01 (BP)</b>	<b>6</b>	<b>229,0</b>	<b>234,0</b>	<b>258,2</b>
Recours à l'emprunt (hors reports N-1)	7	16,1	35,4	
Encours de la dette / RRF (%)	8=6/1	210,7%	200,2%	
Besoin de financement	9= 7-4	5,7	24,2	

Le besoin de financement de 24,2 M€ signifie que le recours prévisionnel à l'emprunt est supérieur aux remboursements en capital de l'année, et c'est donc une augmentation de l'endettement en cours d'année 2025 qui est anticipée, avec un niveau d'endettement maximum à fin 2025 de 258,2M€.

A noter que les montants mentionnés au niveau de la dette depuis le BP2021 intègrent l'avance remboursable perçue de l'Etat en compensation des pertes de recettes usagers sur 2020 de 7,8M€. Un remboursement annuel de 1,1M€ est intervenu en 2024, le reste dû fin 2025 ne sera donc plus que de 6,7M€.

### Dettes par type de risque

Encours au 01/01/2025	Part % Taux Fixe	Part % Taux Variable	Taux moyen	Durée résiduelle	CHARTRE GISSLER
234,0 M€	64,1%	35,9%	3,89%	17 ans 5 mois	100 % 1 A

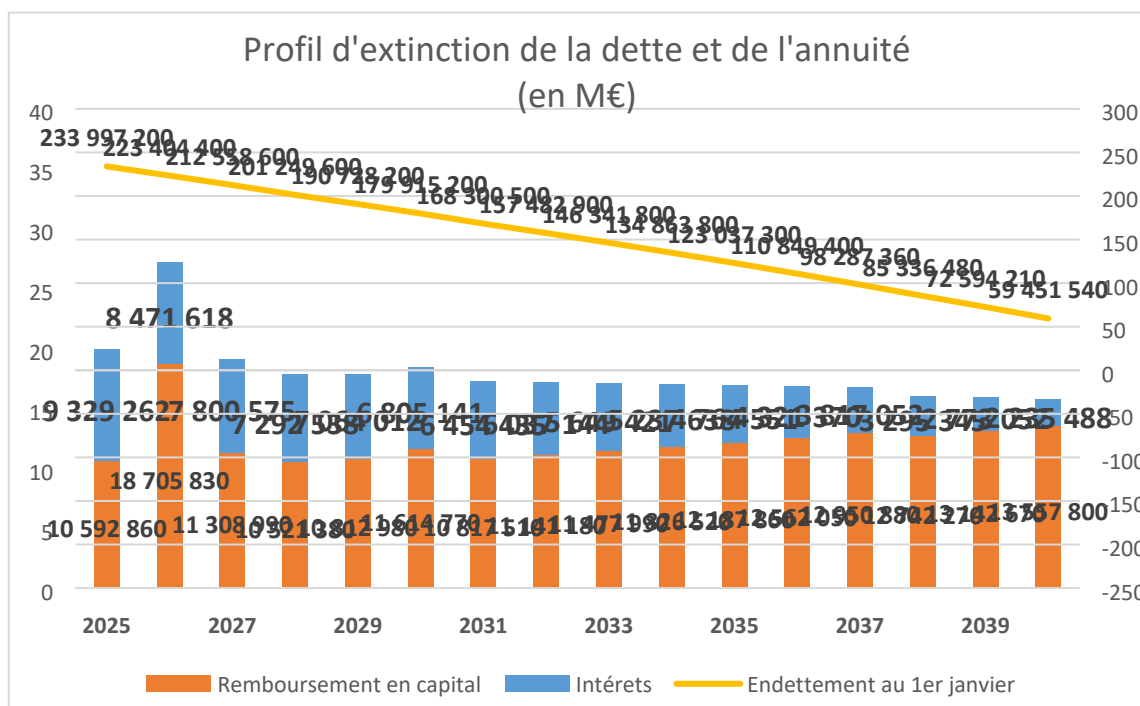
La dette du syndicat est principalement constituée d'emprunts à taux fixes et ceux à taux variables ne présentent pas de risque, ce qui explique le classement en totalité en 1A selon la Charte Gissler <sup>(1)</sup>, soit le niveau le plus sécurisé de dette.

(1) Echelle de risque Gissler (charte de bonne conduite)

	Indices sous-jacents		Structures
1	Indices zone euro	A	Echange taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel).
2	Indices inflation française ou inflation zone euro ou écart entre ces indices	B	Barrière simple. Pas d'effet de levier
3	Ecart d'indices zone euros	C	Option d'échange (swaption)
4	Indices hors zone euro. Ecart d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	D	Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé
5	Ecart d'indices hors zone euro	E	Multiplicateur jusqu'à 5

*\*Les produits non catégorisés par la charte sont classés en risque F6.*

Le profil d'extinction de la dette à début 2025 est le suivant :



### 3. CHAPITRES 20 À 23 - PROGRAMME D'ÉQUIPEMENT

Il est proposé, pour 2025, de retenir principalement les investissements suivants, d'un montant global estimé à 73,2 M€ :

a. Ligne 2 TRAM		61,2 M€
b. Intervention sur réseau		4,2 M €
Dont Aménagement axes structurants	0,7 M€	
Interventions ligne 1 tramway	1,6 M€	
Équipement réseau bus	1,0 M€	
Revêtements de chaussée	0,9 M€	
c. Matériel et travaux dépôts		7,0 M€
Dont Acquisition et équipement bus	4,7 M€	
Interventions sur dépôts	2,3 M€	
d. Politique Vélo		0,7 M€

### 4. OPERATIONS COMPTABLES D'INTÉGRATION A L'ACTIF

On retrouve en dépenses les 51M€ inscrits en recettes d'investissement pour la passation des écritures comptables d'intégration à l'actif des investissements réalisés par le mandataire.

## **5. CHAPITRE 040 – OPERATION D'ORDRE**

L'amortissement des subventions perçues est comptabilisé en recette de fonctionnement (voir chapitre 042) et en dépense d'investissement (ici donc au chapitre 040). Il s'élève en 2025 à 6 M€.

## **6. Autorisations de programme et crédits de paiement**

De manière à disposer d'un cadre de gestion plus adapté au caractère structurellement pluriannuel de nombreux projets d'investissement, le syndicat a développé en 2020 le recours aux « autorisations de programme » qui permettent de distinguer un support d'engagement comptable des projets, les autorisations de programme (AP), et un support de paiement en fonction de leur réalisation, les crédits de paiement (CP). Un règlement budgétaire et financier, précisant les règles de gestion en AP-CP, a été adopté le 10 février 2020.

Deux autorisations de programme ont été créées en 2020 et intègrent des crédits de paiement de 2020 à 2027 et au-delà.

Les montants de ces deux autorisations de programme (AP) qui seraient soumis au vote du comité syndical dans le cadre du projet de BP2025 resteraient inchangés par rapport au BP2024 avec un total de 595,1M€ (voir la page suivante).

## BUDGET SYNDICAT DES MOBILITES DE TOURAINE - ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025

### AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET FINANCEMENT : Présentation par année

Programme	Autorisation de Programme		Crédits de Paiement							Ressources			
	Montant voté en 2024	Montant à voter au BP2025	Réalisé avant 2024	Réalisé en 2024	Reste à financer	2025	2026	2027	2028 et plus	Auto financement	Emprunt	Subventions	Total
<b>SMT202001 MOBILITES ET TRANSITION ECOLOGIQUE</b>	65,1	65,1	18,5	9,2	37,3	12,0	7,5	8,0	9,9	49,7	15,2	0,2	65,1
<b>SMT202002 LIGNE 2 ET SES COMPOSANTES</b>	530,0	530,0	26,6	7,0	496,4	61,2	124,7	144,8	165,7	0,0	402,9	127,1	530,0
	<b>595,1</b>	<b>595,1</b>	<b>45,1</b>	<b>16,2</b>	<b>533,7</b>	<b>73,2</b>	<b>132,2</b>	<b>152,8</b>	<b>175,6</b>	<b>49,7</b>	<b>418,0</b>	<b>127,4</b>	<b>595,1</b>

**Présentation de la structure des effectifs et de l'évolution des dépenses de personnel, en application de l'article L5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié par la loi n°2015-991 du 7 août 2015- article 107**

En application de l'article 107 de la loi du n°2015-991 du 7 août 2015, vous trouverez, en annexe, la présentation de la structure des effectifs et de l'évolution des dépenses de personnel.

### **1- L'évolution de la masse salariale**

Le Syndicat mixte des Mobilités de Touraine a été créé par arrêté préfectoral le 28 novembre 2018 entre Tours Métropole Val de Loire et les communes de La Ville-aux-Dames, Vernou-sur-Brenne et Vouvray.

L'ensemble des agents du budget annexe des Mobilités de Tours Métropole Val de Loire a été transféré à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au Syndicat des Mobilités de Touraine.

L'évolution de la masse des charges de personnel (chapitre 012) du budget mobilités de Tours Métropole Val de Loire puis du Syndicat des Mobilités de Touraine :

<b>Compte Administratif 2019 SMT</b>	<b>Compte Administratif 2020 SMT</b>	<b>Compte Administratif 2021 SMT</b>	<b>Compte Administratif 2022 SMT</b>	<b>Compte Administratif 2023 SMT</b>	<b>Compte Administratif 2024 SMT</b>
1 250 054€	1 313 580€	1 340 833€	1 508 323€	1 584 151€	1 599 177€

Le budget 2024, d'un montant de 1.756.500 €, a été consommé à hauteur de 91,04%.

Ce calcul intégrait différentes mesures impactant fortement le budget telles que :

- L'effet sur une année pleine de l'augmentation de la valeur du point d'indice,
- L'attribution de 5 points d'indice supplémentaires à compter du 01/01/2024,
- L'effet sur une année pleine de l'augmentation du SMIC au 1er mai 2023 et son impact sur la grille des catégories C,
- L'effet sur une année pleine des mesures spécifiques bas de grille de 2023,
- L'effet sur une année pleine de l'extension du remboursement des transports,
- Le versement du Forfait mobilité durable,
- L'augmentation du SMIC de +2% à compter du 1er novembre 2024.

#### **- Les Rémunérations brutes (CA 2024) :**

<b>Traitement indiciaire</b>	<b>NBI</b>	<b>Primes et indemnités</b>	<b>Heures supplémentaires</b>	<b>Avantages en nature</b>
815 612 €	6 907 €	308 099 €	412 €	0 €

#### **- La répartition entre les nets à payer et les charges salariales et patronales :**

Nets à payer	Charges salariales et patronales	Hors paie*	TOTAL
896 169 €	687 071 €	15 937 €	1 599 177 €

\*Hors paie : participation au COS, frais médicaux...

Depuis le 1er janvier 2022, la durée annuelle du temps de travail est de 1 607 heures pour un agent à temps plein, conformément à la Loi du 6 août 2019 relative à la transformation de la fonction publique.

## **2- La structure des effectifs au 31/12/2024**

Le Syndicat des Mobilités de Touraine compte 28,6 agents en équivalent temps plein au 1<sup>er</sup> janvier 2025, dont 19,8 agents titulaires, 7,8 agents contractuels et une apprentie.

Les agents appartiennent majoritairement à la filière technique (52%), féminin à 59%, principalement de catégorie A (52%) sur le profil d'ingénieur territorial à temps complet (38%).

Depuis le 1er janvier 2022, la durée annuelle du temps de travail est de 1 607 heures pour un agent à temps plein, conformément à la Loi du 6 août 2019 relative à la transformation de la fonction publique.

## **3- Les principaux facteurs de variation pour 2025 sont les suivants :**

- **Les mesures réglementaires**

### **Non reconduction de la GIPA en 2025 :**

La garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA) a été instaurée par le décret n°2008-539 du 6 juin 2008. Ce dispositif avait été initialement créé à titre temporaire. Il était reconduit chaque année. Dans une réponse ministérielle du 5 décembre 2024, le Gouvernement a décidé de ne pas reconduire la GIPA en 2025.

### **Augmentation du taux patronal URSSAF maladie pour le régime spécial CNRACL en 2025 :**

Un décret du 30 janvier 2024 prévoyait, à compter du 1er janvier 2024 :

- Une hausse d'un point du taux des cotisations vieillesse affectée à la CNRACL comme l'avait annoncé le gouvernement (31,65 % contre 30,65- %)
- Une baisse d'un point du taux des cotisations maladie (8,88 % contre 9,88 %) au titre de l'année 2024

Le taux ordinaire des cotisations maladie à 9,88 % sera applicable au 1er janvier 2025, comme le précise le site internet de l'URSSAF, pour un coût annuel prévisionnel de 6.500 €.

## **Augmentation du taux patronal CNRACL en 2025 :**

Le décret n° 2025-86 du 30 janvier 2025 relatif aux taux de cotisations vieillesse des employeurs des agents affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales modifie le taux de la cotisation d'assurance vieillesse applicable aux rémunérations versées par les employeurs territoriaux à leurs fonctionnaires affiliés au régime spécial de sécurité sociale pour l'année 2025 et les années à venir.

Pour l'année 2025, ce taux passe de 31,65 % à 34,65 %.

Cette modification s'applique de manière rétroactive, aux cotisations dues au titre des périodes courant à compter du 1er janvier 2025.

Pour les années ultérieures, le décret prévoit une évolution du taux de la cotisation dans les proportions suivantes :

De 34,65 % à 37,65 % au 1er janvier 2026

De 37,65 % à 40,65 % au 1er janvier 2027

De 40,65 % à 43,65 % au 1er janvier 2028

Le coût de cette mesure est estimé à 26.000 € en 2025.

## **Augmentation du SMIC :**

Enregistrant une hausse de 2 % au 1er novembre 2024, le SMIC est supérieur à l'indice majoré minimum de rémunération d'environ 6 centimes. Le coût du versement de l'indemnité différentielle sera neutre en 2025.

### **○ Les mesures endogènes :**

**Le glissement-vieillesse-technicité** (ou GVT) permet de désigner l'évolution des charges de personnel liée au vieillissement et à l'avancement de carrière des agents. Cette dynamique entraîne chaque année une augmentation de la masse salariale de la Métropole (environ 1% par an) pour un coût estimé à 7.000 € en 2025.

L'adhésion pour 4 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au **contrat groupe d'assurance statutaire** souscrit par le Centre de Gestion d'Indre-et-Loire. Les risques couverts sont les frais médicaux des agents affiliés à la CNRACL en cas d'accident de service et maladie imputable au service.